



ASIE - Selon un militant catholique, l'Asie du Sud est terre de persécution pour les chrétiens »

Rome (Agence Fides) – « L'Asie du sud est une zone de fortes persécutions pour les chrétiens, qui sont soumis à la violence des radicaux islamiques hindous ou même bouddhistes » : c'est ce qu'affirme dans un entretien accordé à Fides John Dayal, laïc catholique indien, militant des droits humains et collaborateur de la Commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale d'Inde. Intervenue à Rome dans le cadre de la présentation du Rapport sur la Liberté religieuse dans le monde de la Fondation pontificale Aide à l'Eglise en Détresse, Dayal livre à Fides une analyse sombre : « J'ai beaucoup voyagé et j'ai étudié les pays d'Asie du Sud tels que l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, le Bangladesh, le Népal, le Bhoutan, le Sri Lanka et les Maldives. Dans chacun de ces pays, les chrétiens font l'objet de pressions : ils manquent de la pleine liberté de foi ou souffrent de discriminations et de persécutions. Au Pakistan, en Afghanistan, au Bangladesh et aux Maldives, le danger est l'islamisme militant. Mais en Inde et au Népal, l'hindouisme radical ne l'est pas moins et prend des connotations poussées d'intolérance religieuse et de nettoyage ethnique et religieux. Au Bhoutan, le bouddhisme d'Etat n'admet pas d'autres communautés de foi et au Sri Lanka, des franges de bouddhistes radicaux pénalisent les chrétiens, notamment sur base ethnique ».

Selon Dayal, « l'extrémisme hindou en Inde ne doit pas être sous-évalué au niveau international, notamment parce que l'Inde est une puissance nucléaire ». « Violences, diffusion de la haine, crimes contre les minorités religieuses – poursuit-il – sont en hausse et frappent les communautés chrétiennes : la moyenne est de trois délits enregistrés par jour contre les chrétiens, surtout dans les Etats tels que l'Orissa, le Karnataka, le Rajasthan, le Gujarat, le Madhya Pradesh et le Chhattisgarh. Selon des données officielles, plus de 6.000 cas de violence antichrétienne ont été recensés au cours des dix premières années du XXI^e siècle. Actuellement, on compte des milliers d'évacués chrétiens et de femmes victimes de la traite après les massacres de Kandhamal, en Orissa, en 2007 et 2008 ». Les organisations auxquelles Dayal appartient, la All India Catholic Union et le All India Christian Council, demandent aux gouvernements des différents Etats indiens et au gouvernement fédéral de l'Inde de « sauvegarder les garanties constitutionnelles en ce qui concerne la liberté de foi, en combattant les discriminations de caste ou de religion » et en éliminant surtout « les formes structurelles de persécution », c'est-à-dire les lois qui interdisent la conversion d'une foi à une autre. (PA) (Agence Fides 16/10/2012)